

décennie, la stabilité de l'équilibre stratégique entre les super-grands ainsi que des équilibres entre les armements conventionnels qui en dépendent? Et quels en seront les effets sur les relations politiques entre les superpuissances, à leur point le plus bas depuis dix ans?

Aspects politiques

Dans les lignes qui suivent nous mettrons l'accent sur les questions politiques au cœur de la discussion plutôt que sur les aspects d'ordre technique qui sont complexes et d'ailleurs âprement controversés. Il importe en tout premier lieu de nous convaincre que la façon dont nous avons pris l'habitude d'envisager la situation — et quand je dis «nous», j'y inclus les analystes, les médias et les simples particuliers — est devenue dangereusement erronée car elle nous donne une fausse impression de sécurité. Nous étions persuadés que la guerre nucléaire ou la menace d'une guerre nucléaire était devenue impensable parce que les superpuissances possédaient plus d'armes nucléaires qu'il n'en fallait pour se détruire l'une l'autre avec le reste du monde, quel que fut le succès d'une attaque-surprise des États-Unis contre l'URSS ou vice-versa.

Vu cette «superpuissance» nucléaire, le coût de la course aux armements stratégiques et l'inutilité politique des armes nucléaires, on en arrive à la conclusion que cette escalade insensée non seulement pourrait, mais devrait être arrêtée. L'abondante documentation publiée sur le contrôle des armements expliquant le comment, il n'y avait plus, apparemment, qu'à convaincre l'Union soviétique qu'elle avait atteint la parité stratégique avec les États-Unis et à donner de part et d'autre le coup de pouce politique nécessaire pour assurer la mise en place des Salt I (II, III, et suivants). Comme ces opinions étaient largement répandues, le public et les hommes politiques du monde occidental apportèrent un appui sans réserve au Salt I et aux affirmations d'Henry Kissinger soulignant son importance stratégique et politique. Ses vues, qui étaient pour l'essentiel celles du milieu libéral favorable au contrôle des armements, en grande partie Démocrate, reçurent dès lors le sacre de l'exclusivité. Les détracteurs de Kissinger et ceux qui critiquaient Salt I et la conception stratégique américaine semblaient se préoccuper d'éventualités stratégiques étrangères à la réalité politique. Comme le disait Kissinger, «Que diable entendez-vous par supériorité stratégique? Et que pouvez-vous en faire?» L'administration Carter est également tout acquise à cette idéologie du contrôle des armements. Et

pourtant, on a l'impression très nette que cette façon de penser est aujourd'hui battue en brèche. Pourquoi?

Les actes posés par les Soviétiques et l'évolution de la technologie stratégique depuis 1972 expliquent pour l'essentiel les critiques de plus en plus justifiées contre cette école de pensée. Elle s'avère, en effet, incapable de tenir compte de la réalité, à savoir qu'aucun accord Salt II négociable, pas plus, d'ailleurs, que les pourparlers Salt eux-mêmes, ne peuvent assurer un contrôle effectif des armements ou prévenir l'érosion de la stabilité stratégique et politique. Comme les Cassandre sont toujours impopulaires, la nation américaine toute entière se bouchait les oreilles lorsque l'on s'avisait de critiquer les accords Salt, la détente ou le contrôle des armements. Deux facteurs sont venus renforcer cette répugnance à mettre en doute la validité de la pensée libérale sur le contrôle des armements. En premier lieu, ses détracteurs devaient (et doivent toujours) mettre de l'avant des objections complexes à des propositions qui ont le mérite d'être attrayantes du point de vue politique et défendables à l'aide de généralisations beaucoup plus faciles à comprendre (bien que souvent inexactes). Accuser les Soviétiques d'avoir violé les accords Salt I et affirmer que les Salt II laisseraient les forces stratégiques américaines dangereusement vulnérables au cas où les Soviétiques frapperaient les premiers, cela suscitait généralement ce genre de réactions.

Deuxièmement, l'allégeance politique de la plupart de ces détracteurs à droite — encore que bien des libéraux se soient depuis joints à eux pour souligner l'absence de modération véritable en ce qui a trait à l'armement stratégique. La réaction naturelle que la guerre du Vietnam avait suscitée contre un anticommunisme inconsidéré a abouti à l'affirmation tout aussi inconsidérée que les colombes avaient toujours raison et les faucons toujours tort. Par exemple, deux des principaux protagonistes dans le débat sur Salt II sont Paul Warnke — nommé chef de l'ACDA (*Arms Control and Disarmament Agency*) et de l'équipe de négociation des accords Salt en 1977 — et Paul Nitze (délégué en chef du Département américain de la Défense auprès de l'équipe de négociation des accords Salt, de 1969 à 1974). Les arguments de Warnke, contrôleur des armements aux antécédents libéraux irréprochables, parurent acceptables d'emblée alors que ceux de Nitze ne l'étaient pas parce qu'il était un faucon.

L'amertume personnelle que le débat Salt a provoquée est compréhensible étant